

Le Quotidien d'Oran (Algeria), 11 & 13 February 2006

Article paru dans l'édition du Quotidien d'Oran du samedi 11 février 2006

L'oeil de Moscou et les yeux de six pays arabes

De Notre Envoyée Spéciale A Taormina (Sicile): Ghania Oukazi

L'Algérie vient de formaliser auprès de l'Otan son intention de participer dans l'opération maritime antiterroriste «Active Endeavour».

C'est hier que les ministres de la Défense des 26 pays membres de l'Otan se sont entretenus à Taormina, en Sicile, avec leurs homologues des pays adhérents du dialogue méditerranéen. Il s'agit des six pays arabes, dont l'Algérie, en plus d'Israël. «Le déjeuner est une grande première pour le dialogue méditerranéen, c'est un signal politique en soi pour le partenariat entre l'Otan et les pays de la Méditerranée», a déclaré le SG de l'Otan, Jaap Hoop Scheffer, à l'issue de la réunion informelle entre les deux parties.

Pour Scheffer, «la rencontre de Taormina est un pas vers une coopération pratique». Il estime d'ailleurs que les activités de l'Alliance avec les pays du dialogue prennent chaque année plus d'importance. Scheffer a indiqué que l'opération «Active Endeavour» suscite plus d'intérêt auprès des pays qui y ont souscrit à savoir, l'Algérie, le Maroc et Israël. C'est tout en déjeunant ensemble que les pays de l'Alliance et ceux du dialogue méditerranéen ont, selon Scheffer, abordé le programme de coopération pour l'année en cours aux niveaux militaire, de sécurité, de défense, ainsi qu'en matière de plans civils d'urgence.

Le SG compte beaucoup sur la diplomatie publique pour améliorer l'image de l'Otan auprès des pays et des peuples arabes, notamment. «Il faut en parler clairement, tout en respectant les valeurs des uns et des autres ainsi que les sensibilités respectives», a-t-il souligné. Pour lui, c'est un passage obligé pour instaurer «une confiance mutuelle».

Interrogé sur l'éventuel contact de l'Otan avec le Hamas palestinien, vainqueur des dernières élections législatives, Scheffer répond: «Il est hors de question de discuter avec le Hamas, connaissant sa charte. Et moi, en tant que secrétaire général, je n'aurai pas de contact avec le Hamas». Scheffer insistera beaucoup pour dire que l'Alliance vise à être une organisation de défense, de sécurité et au besoin d'intervention au titre des plans civils d'urgence. Ce sont là les transformations que l'Otan se doit de subir sous la dictée du 11 septembre.

Le ministre italien de la Défense, qui se trouvait aux côtés de Scheffer lors du point de presse, a dit que «le changement des missions de l'Alliance s'est fait en fonction des conditions de sécurité et des menaces à travers le monde».

Quelques heures avant le déjeuner avec les ministres de la Défense des pays du dialogue, le SG a tenu le conseil Otan-Russie. Il notera que les discussions dans ce cadre n'ont pas été sur la médiation russe auprès de l'Iran. A part cela, «l'Iran est une question brûlante pour l'Otan, mais nous ne serons pas les premiers violents», dira-t-il à propos d'une éventuelle dérive de la situation.

Au-delà des questions comme le gaz et l'Ukraine, l'Afghanistan, le Darfour ou l'Irak qui ont été mises sur la table de la réunion de Taormina, Scheffer a mis surtout l'accent sur la contribution de la Russie dans la préservation de la sécurité dans l'Asie centrale. D'ailleurs, il est clair que l'après-11 septembre oblige l'Otan à élargir sa surveillance des espaces du monde. Et c'est bien dans ce cadre et à cet effet qu'elle a tendance à fructifier le dialogue avec les pays méditerranéens. Pour preuve, l'opération «Active Endeavour» a été spécialement conçue pour combattre le terrorisme en mer avec la participation de ces mêmes pays.

Donald Rumsfeld, le ministre américain de la Défense, a, dans un point de presse qu'il a tenu juste après celui du SG de l'Otan, souligné l'importance du renforcement de la sécurité atlantique «au-delà de nos frontières». Il estime qu'il est impératif de «trouver les moyens pour contrecarrer le terrorisme». A propos de la Syrie et de l'Iran, le responsable américain a déclaré: «Nous essayons de les persuader du fait que leur attitude est au détriment des intérêts de la région». Rumsfeld sera moins intransigent pour ce qui est du Hamas palestinien. «Il a gagné, nous attendrons sa décision en tant que gouvernement».

En réunissant, le même jour mais séparément, le conseil Otan-Russie et les ministres de la Défense du dialogue méditerranéen, Scheffer a voulu s'assurer de leur acceptation de participer activement dans la lutte antiterroriste. Premier acte positif pour l'alliance en la matière, l'Algérie vient de formaliser son intention de participer à l'opération «Active Endeavour». C'est Abdelmalek Guenaïzia qui l'a affirmé hier lors de la réunion. Nous apprendrons aussi dans les coulisses du palais des congrès de Taormina que l'Algérie a demandé une intensification de la lutte contre les armes légères et de petit calibre.

Le SG de l'Otan sera interrogé sur les réactions à propos des caricatures sur le prophète. «Nous avons brièvement soulevé la question avec les pays du dialogue. Ce qui est important, c'est le mot respect des valeurs religieuses des uns et des autres», a-t-il répondu. Il précisera «qu'on ne peut répondre par la violence, c'est le dialogue qui est important. Sur ce problème, nous avons besoin de dialogue et c'est ce que nous faisons». Scheffer a quelque peu nuancé sa réponse sur les caricatures en fonction des interlocuteurs qu'il avait en face... Jeudi, juste après avoir rencontré les ministres de la Défense des 26 pays membres de l'Otan, il avait affirmé partager ce qui a été dit à ce sujet par le SG de l'ONU, par Solana de l'UE et aussi par la Conférence islamique. «C'est une déclaration équilibrée, nous devons appeler au dialogue et à la modération», a-t-il dit, non sans trancher la question en affirmant: «Nous soutenons nos amis danois et les autres». Scheffer a signalé que «l'Alliance n'a pas pris de mesures spécifiques mais il y a des conséquences aux tensions et à la controverse au sujet des caricatures qui l'obligent à regarder de très près ses moyens de défense».

Sur cet ordre d'idées et à une réponse sur la sécurité en Israël, le ministre italien de la Défense, approuvé par le SG de l'Otan, dira: «L'Etat d'Israël est un Etat qui pose problème à beaucoup de pays, mais la sécurité d'Israël est essentielle pour nous tous». Taormina vient ainsi de marquer au profit de l'Otan un pas en matière de lutte antiterroriste.

Ces deux derniers jours, cette belle contrée sicilienne s'est mise aux couleurs de tenues militaires et de police. Elle a été quadrillée par les forces de sécurité tous corps confondus. Elle aura même été surveillée par trois hélicoptères qui sillonnaient en permanence ses cieux et par un bâtiment de guerre russe qui avait stationné au large de ses côtes et que le SG de l'Otan a visité.

Narguant l'Etna enneigé, Taormina a permis à l'alliance de s'assurer l'oeil de Moscou en Asie centrale et les yeux des six pays arabes à partir de la rive sud de la Méditerranée. Le tout au nom de la lutte antiterroriste et de la sécurité.

Article paru dans l'édition du Quotidien d'Oran du lundi 13 février 2006 reprenant la visite de Rumsfeld à Alger et son lien avec la réunion de l'OTAN à Taormina:

ALGERIE - ETATS-UNIS

"L'utile " et "l'extrêmement intéressant"

C'est un bref entretien qu'a eu hier Donald Rumsfeld, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, avec Abdelmalek Guenaïzia, le ministre délégué auprès du ministre de la Défense. Le responsable américain a aussi été reçu par le chef de l'Etat et le chef du gouvernement.

Le communiqué rendu public par le ministère de la Défense nationale (MDN), après les trois quarts d'heure d'entrevue entre Guenaïzia et Rumsfeld, fait savoir que «des entretiens ont porté sur l'état actuel des relations de coopération militaire bilatérales ainsi que sur les perspectives de leur développement». Cette visite éclair et ces brefs entretiens maghrébins, Donald Rumsfeld les a programmés au lendemain de la rencontre des ministres de la Défense des 26 pays membres de l'Organisation transatlantique nord (OTAN) ainsi que leurs homologues des sept pays du dialogue méditerranéen - l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie, l'Egypte, la Jordanie et Israël - qui s'est tenue vendredi dernier à Taormina en Sicile.

Cette réunion-déjeuner, premier rendez-vous du genre, a permis à l'Alliance de saisir la grande disponibilité de ces pays à voir se mettre en oeuvre l'initiative de coopération d'Istanbul (ICI) qu'ils avaient adoptée ensemble en juin 2004. Une initiative que l'Alliance considère comme complément au dialogue méditerranéen qu'elle a elle-même lancé en 1994 pour notamment «contribuer à la sécurité et à la stabilité régionale». En fait, toutes les démarches entreprises par l'OTAN visent essentiellement à élargir sa supervision des espaces du monde au nom de la sécurité et de la lutte antiterroriste. La suprématie des Américains est, de fait, affirmée pour avoir été les premiers à s'être lancés dans une guerre contre le terrorisme pour laquelle tous les moyens - conventionnels et non conventionnels - sont admis. L'élément déclencheur a été, en évidence, les attentats du 11 septembre 2001.

L'initiative d'Istanbul se veut aussi être un appui au processus de Barcelone et à l'initiative méditerranéenne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sans oublier le Partenariat pour la paix (PPP). Mises l'une à côté de l'autre, ces approches que l'Occident initie pour s'assurer la contribution des pays arabo-musulmans reposent clairement sur l'esprit de l'initiative américaine le Grand Moyen-Orient (GMO) et que l'Alliance appelle le Moyen-Orient élargi. Le coordinateur pour le dialogue méditerranéen et les pays ICI à la division Diplomatie publique de l'OTAN, Nicola de Santis, écrit à ce sujet: «Dix ans après l'ouverture par l'OTAN d'un dialogue sécuritaire avec les pays de la région méditerranéenne élargie dans le cadre du dialogue méditerranéen, l'Alliance a invité les pays participants à son sommet d'Istanbul, afin d'établir un cadre de coopération plus ambitieux et étendu, et parvenir à un véritable statut de partenariat. Parallèlement, les dirigeants de l'OTAN ont lancé l'ICI, un programme séparé mais complémentaire destiné à promouvoir la coopération pratique avec les pays du Moyen-Orient élargi, à commencer par les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG)». L'OTAN affirme se concentrer initialement sur six membres du CCG, à savoir le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis.

Donald Rumsfeld, tout autant que ses homologues des pays membres de l'Alliance, avait écouté vendredi dernier les représentants des pays du dialogue méditerranéen et apprécié leur disponibilité à mettre en oeuvre l'ICI. Hier à Alger, Rumsfeld a fait référence à cette réunion en Sicile en notant «qu'elle a permis d'évoquer avec les responsables algériens présents à cette rencontre les relations militaires et la coopération dans la lutte antiterroriste».

Les pays du dialogue ont déclaré être prêts à coopérer à cet effet, dans le domaine de la sécurité. Ce qui se fera, comme consigné dans un document de l'OTAN sur l'ICI - «en particulier grâce à des activités pratiques où l'OTAN peut apporter une valeur ajoutée visant à développer l'aptitude des forces de ces pays à opérer avec celles des pays de l'OTAN, notamment en contribuant à des opérations dirigées par l'OTAN, à lutter contre le terrorisme, à assurer la sécurité des frontières, à endiguer les trafics illégaux et d'armes y compris légères et de petits calibres et les flux de matières pouvant servir à fabriquer des armes de destruction massive (ADM) et à améliorer les capacités de ces pays à coopérer avec l'OTAN pour faire face aux menaces et aux défis communs». En contrepartie de ces missions qui leur sont à charge, les pays du dialogue et du Moyen-Orient élargi peuvent prétendre à une assistance dans les domaines que l'OTAN qualifie de prioritaires et d'activités spécifiques, à savoir bénéficier «d'un avis adapté sur la réforme de la défense, l'établissement des budgets de la défense, la planification de la défense et les relations entre civils et militaires». Il est aussi programmé de fait, une coopération entre militaires afin, disent les responsables de l'Organisation de Scheffer, «de contribuer à l'interopérabilité par une participation à certains exercices militaires et activités d'entraînement et de formation connexes qui pourraient améliorer l'aptitude des forces des pays participants à mener des opérations dirigées par l'OTAN dans le respect de la Charte des Nations unies». La lutte contre le terrorisme se fait notamment par «un partage efficace des informations et par la coopération maritime». Ainsi, l'Alliance aura-elle marqué de son empreinte tout ce qui s'apparente de près ou de loin aux instruments de défense et de sécurité des pays partenaires, qu'ils soient d'ordre politique ou pratique.

«Je pense que nous devons continuer à insister fortement sur les principes de base qui sous-tendent notre coopération, telles que la transparence, l'appropriation conjointe et la complémentarité avec d'autres initiatives», a déclaré Jaap de Hoop Scheffer, le secrétaire général de l'OTAN, à sa sortie du déjeuner de Taormina avec les pays du dialogue méditerranéen.

«Nos chefs d'état-major se réunissent à présent de manière régulière pour débattre de coopération militaire, y compris de la contribution de certains partenaires méditerranéens à l'opération antiterroriste menée en Méditerranée, l'opération Active Endeavour», a-t-il souligné lors du point de presse qu'il a animé à l'issue de ce déjeuner. «L'opération Active Endeavour est l'un des éléments du dispositif mis en place par l'OTAN immédiatement après les attentats terroristes perpétrés le 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis», lit-on dans la note de briefing éditée par l'OTAN sous le titre «combattre le terrorisme en mer». Après avoir fait part de son intention d'adhérer à cette opération, l'Algérie vient d'affirmer à partir de la Sicile, par la voix de son ministre délégué auprès du ministre de la Défense, qu'elle est prête à y participer activement.

Les Etats-Unis auront ainsi assuré l'adhésion du Moyen-Orient élargi à leurs programmes de lutte antiterroriste qu'ils ont enclenchés à partir du 11 septembre 2001 en plaçant dans l'oeil du cyclone les éléments d'El-Qaïda où qu'ils se trouvent. Pour avoir combattu le terrorisme pendant plus d'une décennie, l'Algérie constitue aujourd'hui aux yeux de l'Occident, un vivier en matière d'informations et de renseignements sur ces réseaux. Ce qui la place en tête de liste des pays à solliciter pour une étroite collaboration en la matière. Les Américains l'ont compris en lui multipliant les visites. A l'issue de l'audience que lui a accordée hier le chef de l'Etat, Rumsfeld a déclaré que «nous apprécions hautement et à sa juste valeur la coopération avec l'Algérie dans la lutte antiterroriste parce que c'est important et utile pour les deux pays». Le secrétaire d'Etat américain à la Défense a qualifié sa visite à Alger «d'extrêmement utile et intéressante» et ses discussions avec les responsables algériens «d'extrêmement intéressantes». Tout en évoquant les relations «multidimensionnelles» dans les domaines de l'économie, de la politique et du militaire qui lient les deux pays, il a précisé que «j'ai eu déjà le privilège d'effectuer une visite en Algérie il y environ 30 ans».

Ainsi, contrairement à l'Algérie dont les appels à l'aide tout au long d'une décennie n'ont pas été entendus, juste au lendemain du 11 septembre, les Etats-Unis auront-ils placé sans difficulté aucune, tout le monde sur une même ligne d'attaque du terrorisme. Ce qui conforte ces propos

de Rumsfeld à partir de Taormina: «nous devons renforcer la sécurité atlantique au-delà de nos frontières». Ils y ont réussi en occupant l'Afghanistan pour en faire un pays «qui s'attaque aujourd'hui courageusement au terrorisme et au trafic de drogue», comme l'a souligné Scheffer. Rumsfeld qualifie l'Afghanistan de «pays musulman modéré qui lutte contre le terrorisme et qui se dirige vers la paix». Les Américains auront ainsi gagné leur pari «d'édifier» ou plus précisément de régenter le GMO - peu importe son appellation - sous la bannière de la lutte antiterroriste. Ils l'ont fait en associant les 26 pays membres de l'OTAN (eux compris) plus la Russie dont la mission actuelle est de surveiller l'Asie centrale, plus les six pays arabes de la Méditerranée. Ceci tout en accordant un statut particulier, voire privilégié à Israël. «Israël est un membre virtuel de l'OTAN dont la sécurité nous est essentielle», a affirmé Scheffer vendredi en Sicile à propos d'une question relative à l'adhésion de l'Etat hébreu à l'Alliance.

Ghania Oukazi